

Journal Burkinabè 2^e trimestre 2024

de la Statistique

Trimestriel d'Information du Système Statistique National

N° 0013

SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

« Nous avons pu travailler sur les propositions de loi et qui ont abouti à l'adoption de la nouvelle loi statistique en 2021 nommée loi 036. »

Boureima OUEDRAOGO, Directeur Général de l'INSD



Nos principales missions

- ▶ Concevoir des outils de collecte et d'analyse
- ▶ Publier les statistiques
- ▶ Coordonner le système national
- ▶ Renforcer les capacités et professionnelles

EDITORIAL
Programme statistique national 2025 Page 3

ACTUALITES
le Conseil d'administration extraordinaire approuve le cadre de l'assurance qualité de l'INSD Page 4

COMPRENDRE
Pour une analyse approfondie des dynamiques du marché du travail Page 9

DECOUVERTE
L'enquête par Téléphone comme alternative au défi sécuritaire Page 11

CHIFFRES/RESULTATS
Le taux d'inflation moyen annuel observé en 2023 connaît une baisse par rapport à l'année 2022 Page 14

PORTRAIT/INTERVIEW
« Nous avons pu travailler sur les propositions de loi et qui ont abouti à l'adoption de la nouvelle loi statistique en 2021 nommée loi 036. » Page 17



MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

JOURNAL BURKINABE DE LA STATISTIQUE

Trimestriel d'Information
du Système Statistique National

ÉDITEUR

Institut National de la Statistique
et de la Démographie
insd@insd.bf

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Boureima OUEDRAOGO
*Directeur général de l'Institut National
de la Statistique et de la Démographie*

DIRECTEUR DE PUBLICATION DÉLÉGUÉ

Bernard BERE
*Directeur général adjoint de l'Institut National
de la Statistique et de la Démographie*

COORDONNATEUR DE RÉDACTION

Pascal NAKELSE
Conseiller technique CACT

REDACTEUR EN CHEF

Mouonkoun DABIRE
Chargé de Communication INSD

COMITÉ DE RÉDACTION

Mouonkoun DABIRE
Beb-zinda Wilfried ZONGO
Adama KOURAOGO
Franck TAGNABOU
Abdoul Aziz OUEDRAOGO
Martine FYATO
Fatogoma HEBIE
Audrey Flore TONE
Florence ZONGO
Rodrigues NARE
Karim SARA
Seydou Man Ali SAVADOGO

COMITÉ DE LECTURE

Mouonkoun DABIRE
Pascal NAKELSE
Edith T.V. M. TAPSOBA
François RAMDE

CRÉDITS PHOTOS : INSD et départements ministériels

CONCEPTION / IMPRESSION

Institut National de la Statistique et de la Démographie



01 BP 374 Ouaga - Tél. : +(226) 25 49 85 02
insd@insd.bf - www.insd.bf

Réalisé avec l'appui financier
du PHASAO, financé par la
Banque Mondiale



Consulter le journal en ligne aux adresses suivantes: www.insd.bf - www.cns.bf

PROGRAMME STATISTIQUE NATIONAL 2025**Une meilleure orientation vers les secteurs clés**

Nous avons désormais une bonne lisibilité sur les activités statistiques prévues en 2025. Le Programme statistique national (PSN) élaboré à cet effet, prévoit des opérations d'envergure pour accroître la production statistique et renforcer les capacités opérationnelles des acteurs du système statistique national (SSN). La disponibilité de statistiques fiables et actualisées permet d'identifier les priorités de développement, d'évaluer l'impact des actions menées, de suivre les progrès réalisés, et d'orienter les politiques publiques vers des secteurs clés.



des stratégies de développement et des objectifs de développement durable, le Gouvernement du Burkina Faso a élaboré sa quatrième stratégie de développement de la statistique couvrant la période 2021-2025.

Face au contexte actuel de notre pays, confronté à des défis socio-économiques complexes et variés, le programme statistique national devient un outil incontournable pour orienter les politiques publiques vers des secteurs clés tels que la santé, l'éducation, l'économie, l'environnement, ainsi que la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

C'est l'occasion de rappeler la nécessité de porter un regard à la production statistiques. En effet, un programme statistique national solide est un pilier essentiel pour une planification stratégique efficace et pour le développement

Le PSN de 2025 prévoit la réalisation et la poursuite d'importantes opérations statistiques telles que l'Enquête par grappe à indicateurs multiples (MICS), les activités préparatoires du RGPH 2029, l'enquête multisectorielle continue, la collecte et le traitement des données du dispositif intégré de suivi-évaluation (DISE) et la troisième Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM).

Le programme sera soumis au Conseil statistique national (CNS) pour examen et adoption lors de sa première session ordinaire de l'année 2024 puis au Conseil des ministres.

Pour assurer la disponibilité d'informations statistiques fiables respectant les normes internationales, nécessaires à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre efficace

durable d'un pays. Les décideurs politiques doivent investir dans la production des données fiables et actualisés afin d'assurer un meilleur suivi des politiques publiques et mieux les adapter aux besoins réels des populations et pour orienter efficacement les actions de développement.

Comme il est établi, la planification stratégique basée sur des données statistiques fiables permet également d'anticiper les défis à venir. Je tiens donc à exprimer ma reconnaissance envers les acteurs du SSN qui ont contribué à l'élaboration du PSN. !

Boureima OUEDRAOGO
Directeur général de l'INSD

GOVERNANCE INSTITUTIONNELLE**le Conseil d'administration extraordinaire approuve le cadre de l'assurance qualité de l'INSD**

Le Conseil d'administration de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) s'est réuni pour sa première session extraordinaire de l'année 2024. Ladite session s'est tenue les 20 et 21 juin 2024 à Koudougou sous l'égide de Inoussa OUIHINGA, président dudit Conseil. A l'ordre du jour de cette session, figurait l'état des lieux de la mise en œuvre des recommandations des sessions antérieures, l'examen et l'adoption du cadre d'assurance qualité de l'Institut.



M. Inoussa OUIHINGA, président du Conseil d'Administration de l'INSD

Ce cadre de l'assurance qualité définit l'engagement, les normes et principes ainsi que les indicateurs pour assurer une bonne qualité dans le processus de collecte, de traitement et de diffusion des productions statistiques.

Selon Directeur général de l'INSD Boureima OUEDRAOGO, l'assurance qualité concourt à l'amélioration de la gouvernance de l'Institut et sa mise en œuvre impactera la performance de l'INSD et renforcera la confiance avec ses partenaires.

Pour ce qui est du plan de travail annuel, il prévoit la poursuite de la mise en place d'un logiciel d'information géographique (Webgis), d'un entrepôt de données et d'un centre d'appel pour la réalisation des enquêtes par téléphone. Il est prévu également la réalisation des activités préparatoires de la troisième phase de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM 3) et l'amélioration de la couverture de l'Indice harmonisé des prix à la consommation.

Dans la dynamique de l'amélioration des statistiques économiques, un modèle de prévision de l'inflation sera développé afin de mettre à la disposition des utilisateurs, un outil de prévision des évolutions futures probables sur le niveau des prix afin d'éclairer leur prise de décision.

La production statistique prendra en compte les grandes questions de l'heure de la gouvernance à savoir : la paix, la cohésion et la sécurité dans les dispositifs de collecte de données pour répondre aux besoins de planification et de suivi des indicateurs dans les dits domaines.

Les Administrateurs ont aussi passé en revue le manuel de procédure des synthèses statistiques et ont donné leur accord pour sa mise en œuvre.

Mouonkoun DABIRE
Communicateur/INSD

La session était dédiée à l'examen du plan de travail annuel (PTA) et au projet de budget modifié. Par ailleurs, elle avait en son ordre du jour, l'examen de plusieurs documents relatifs à la gouvernance institutionnelle au nombre desquels le cadre de l'assurance qualité voulu



Les administrateurs ont planché sur les sujets relatifs à la gouvernance institutionnelles de l'INSD

par la hiérarchie de l'INSD pour améliorer la performance de l'Institut.

Ce conseil a servi de tribune aux Administrateurs, pour prendre connaissance dudit cadre et de ses implications.

STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

L'INSD en concertation avec les entreprises de l'Ouest pour améliorer la collecte des données.

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) à travers la Direction des statistiques et des synthèses économiques a tenu une rencontre de sensibilisation et de concertation avec les responsables des entreprises de Bobo-Dioulasso et de Banfora sur la collecte de données pour le calcul des indicateurs de suivi de la conjoncture. Cette session a eu lieu le 24 Mai 2024 à Bobo-Dioulasso. Les responsables de l'INSD ont échangé avec les chefs d'entreprises sur les difficultés rencontrées dans la collecte des informations sur les entreprises.

Pour l'élaboration et le suivi des indicateurs de conjoncture, l'Institut est en quête d'une approche consensuelle avec les entrepreneurs pour améliorer le taux de collecte et la qualité des données collectées. Le représentant du Directeur général de l'INSD, Lucien BELEMKOABGA, a sollicité l'accompagnement des chefs d'entreprises de la capitale économique du Burkina Faso pour obtenir des données nécessaires au suivi de la conjoncture économique des entreprises et à l'orientation des politiques économiques.

Cette concertation avec les chefs d'entreprises de l'Ouest permettra à l'INSD de mieux faire connaître leurs besoins en termes de données statistiques et d'adapter les méthodes de collecte en conséquence. L'INSD s'est engagé à prendre en compte les retours d'expérience des entreprises pour améliorer la qualité et la pertinence des statistiques économiques qu'il produit.

Les acteurs du monde industriel ont dit prendre note de la sollicitation et des besoins de l'INSD. Toutefois, ils suggèrent que l'INSD privilégie la collecte numérique afin de faciliter le remplissage des questionnaires et leur transmission dans les délais. Aussi, se sont-ils rassurés de la confidentialité des informations collectées.



Le représentant du Directeur général de l'INSD, Lucien BELEMKOABGA, a sollicité l'accompagnement des chefs d'entreprises



Les acteurs du monde industriel ont dit prendre note de la sollicitation et des besoins de l'INSD

Cette démarche témoigne de la volonté de l'INSD à collaborer étroitement avec les acteurs économiques du pays, afin de renforcer la qualité de l'information statistique disponible et de mieux répondre aux besoins des utilisateurs. Elle devrait permettre d'améliorer la transparence et la fiabilité des données économiques produites par l'INSD, et de contribuer ainsi au développement d'une meilleure compréhension de l'économie nationale.

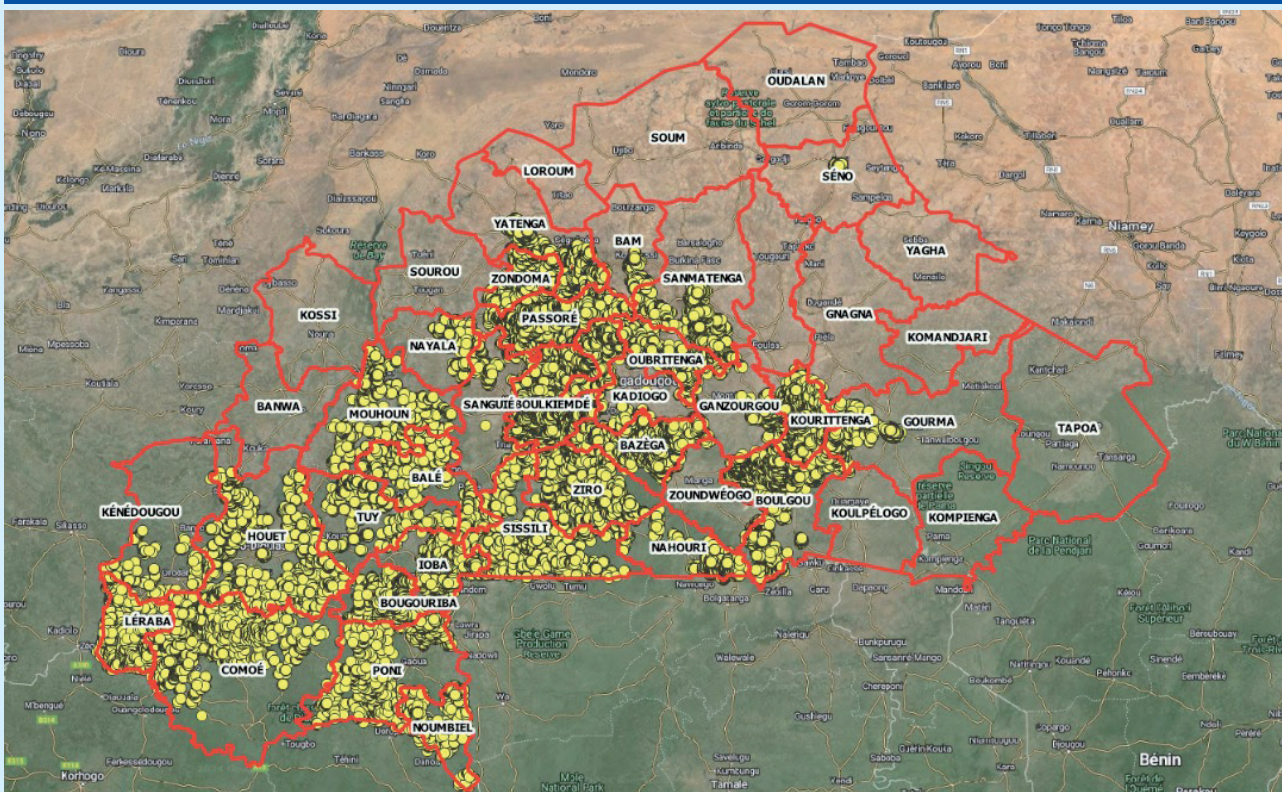
Cette rencontre a servi de cadre de présentation de quelques résultats des indicateurs de conjoncture pour lesquels l'INSD demande régulièrement l'apport des chefs d'entreprise. Il s'agit de l'Indice du chiffre d'affaires (ICA), de l'indice de la production industrielle (IPI) et de l'Indice des prix à la production industrielle (IPPI).

Mouonkoun DABIRE
Communicateur/INSD

SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES LOCALITÉS DU BURKINA FASO

Un recensement des infrastructures pour actualiser la base de données

L'Institut national de la statistique et de la démographie réalise sa deuxième enquête sur le Système d'Information sur les localités. La collecte des données a débuté le 05 juin 2024 dans l'ensemble des 13 régions du pays.



Une vue des infrastructures socio-économiques collectées.



Les agents enquêteurs formés à la collecte des données sur le système d'information des localités

Le Burkina Faso veut avoir une bonne maîtrise de ses infrastructures socio-économiques à travers tout le territoire. A cet effet, il a entrepris la collecte avec géoréférencement des infrastructures implantées dans les villages et les secteurs en vue de la mise à jour du système d'information sur les localités.

Les données recueillies permettront d'évaluer la couverture radiophonique et des réseaux de téléphonie mobile dans chaque localité ainsi que la disponibilité

de systèmes d'adduction d'eau potable et de réseau électrique. Cette opération de collecte se déroulera de juin à août 2024 et va mobiliser près de 200 acteurs.

Le Système d'Information sur les localités vise à évaluer la disponibilité des services sociaux de base dans les entités administratives, afin d'orienter les décideurs sur les besoins des communautés. Cette deuxième opération de collecte, après celle de 2008, va permettre la mise à jour de la base de données du SIL. Une mise à jour plus régulière permettra de mieux gérer les ressources disponibles dans chaque localité, tout en offrant la possibilité aux autorités d'avoir une vision précise des besoins et des infrastructures nécessaires.

Le Système d'Information sur les localités est un ensemble organisé de données et de ressources informatiques chargé de recueillir, de stocker, de traiter, d'analyser et de diffuser les informations.

Franck TAGNABOU
Statisticien/ INSD

COMMERCE EXTÉRIEUR

Un déficit commercial au 4e trimestre 2023

Le solde commercial au 4e trimestre 2023 fait ressortir un déficit avec une forte augmentation des importations par rapport aux exportations. La valeur des importations s'élèvent à plus de 93,8 milliards de FCFA par rapport au 3e trimestre. Quant aux exportations, elles se situent autour 75,2 milliards de FCFA de plus par rapport au trimestre précédent.



l'UEMOA au quatrième trimestre 2023 représentent 8,4% des exportations totales du pays, soit 58,7 milliards de FCFA.

Le Mali est le principal client du Burkina Faso. Les recettes d'exportation vers le Mali est de 22,5 milliards de FCFA, soit 38,5 % des recettes d'exportations du pays vers l'espace UEMOA . les marchandises exportées vers le fleuve Djoloba sont entre autres, le « Chaux, Ciments et matériaux de construction fabriqués » (55,8%), l'or non monétaire (17,9%) et les boissons non alcoolisées (5,1%)

En fin d'année 2023, le pays a exporté moins de produits mais avec des recettes en hausse. L'or non monétaire, le coton et les « graines et fruits oléagineux, servant à extraire autres huiles fixes » constituent les trois produits les plus exportés. Ils occupent à eux seuls, près de 90% des recettes d'exportations avec respectivement 80,9% pour l'or, 5,1% pour le coton et 3,5% pour les oléagineux. Pour les économistes, une telle situation met en exergue la faible diversification des produits exportés par le pays. La Suisse est de loin la principale destination des exportations du Burkina Faso au quatrième trimestre 2023, avec 441,0 milliards de FCFA d'achats. Les exportations d'or non monétaire vers la Suisse représentent 63,0% des recettes d'exportations du pays. Elle est suivie des Emirats Arabes Unis et de l'Inde avec respectivement 11,9% et 6,3% de la valeur totale des exportations du pays. Les exportations vers ces trois (03) pays ont généré 81,2% de la valeur globale des exportations au quatrième trimestre 2023.

Les exportations du Burkina Faso, vers les pays de

Ensuite, viennent, en termes de part dans les recettes d'exportations dans l'espace UEMOA, la Côte d'Ivoire (32,2%), le Togo (19,0%), le Niger (4,5%), le Sénégal (3,3%) et le Bénin (2,5%).

Au cours de la période sous revue, la valeur des exportations vers la CEDEAO s'est établie à 78,8 milliards de FCFA (11,3% des exportations totales du pays) dont 20,1 milliards (2,9% des exportations totales du Burkina Faso) vers les pays non membres de l'UEMOA. Le Mali représente 28,7% des recettes d'exportations provenant de la CEDEAO. Il est suivi du Ghana (24,0%), de la Côte d'Ivoire (23,9%), du Togo (14,2 %), du Niger (3,3%), du Sénégal (2,5%), du Benin (1,9%) et de la Guinée Conakry (1,5%).

En ce qui concerne les importations, elles ont enregistré une hausse au 4e trimestre de 2023 par rapport au trimestre précédent. En effet, la valeur des marchandises importées a connu un accroissement de 10,8% en glissement trimestriel, alors que leur volume est en baisse, de 2,1%, soit 2,4 millions de tonnes au 4e



trimestre contre 2,5 millions de tonnes au 3e trimestre 2023.

Cette hausse en valeur s'explique par l'augmentation en valeur de certains produits tels que les « Produits raffinés du pétrole » (+123 milliards de Fcfa), l'Energie électrique (+13,2 milliards de FCFA), les « Produits médicaux et pharmaceutiques » (+6,6 milliards FCFA), le « Gaz naturel et gaz manufacturé » (+4,1 milliards Fcfa), et le blé (+4,1 milliards Fcfa).

La Côte d'Ivoire est le principal fournisseur du Burkina Faso au quatrième trimestre de 2023. Le pays a importé de la Côte d'Ivoire 164,8 milliards de FCFA de marchandises, soit 17,1% des importations totales. Comparées aux importations du troisième trimestre de 2023, les importations en provenance de la Côte d'Ivoire ont enregistré une importante augmentation (+58,8%). Il s'agit de « Produits raffinés du pétrole » (75,0%), de « Tabacs fabriqués » (4,7%) d'énergie électrique (4,1%)

et de « Produits et préparations alimentaires » (3,6%). La Côte d'Ivoire est suivie de la Chine (12,1%), de la Russie (10,1%), du Ghana (8,3%) et de la France (5,8%).

Les importations du Burkina Faso en provenance des pays de l'UEMOA se chiffrent à 199,7 milliards de FCFA, soit 20,8 % des importations totales. La Côte d'Ivoire est également le principal fournisseur du pays au sein de l'espace UEMOA avec 82,5% des importations provenant de cet espace. Elle est suivie du Togo (7,7%), du Niger (6,3%), du Sénégal (2,7%), du Mali (0,7%) et du Benin (0,1%).

Les importations provenant des pays membres de l'espace CEDEAO se chiffrent à 281,4 milliards de FCFA, ce qui représente 29,3% des importations totales, dont 81,7 milliards de FCFA (7,5% des importations totales) proviennent des pays non membres de l'UEMOA). Ces importations en valeur sont en baisse de 8,5% par rapport au trimestre précédent. Le premier fournisseur de marchandises du pays dans l'espace CEDEAO demeure la Côte d'Ivoire avec 58,6% des importations. Elle est suivie du Ghana (28,5%), du Togo (5,4%), du Niger (4,5%), du Sénégal (1,9%), du Mali (0,5%) et du Nigeria (0,4%).

Karim SARA

Ingénieur-Statisticien-Economiste/INSD

	Trimestres					Glissement (%)	
	4 T 22	1 T 23	2 T 23	3 T 23	4 T 23	Trim	Annuel
EXPORTATIONS FOB (milliards de FCFA)	748,4	693,8	686,8	624,4	699,6	12,0	- 6,5
Or, Non Monétaire	551,5	513,0	522,1	529,3	565,9	6,9	2,6
Coton	95,1	60,9	47,1	8,0	35,5	346,0	- 62,7
Graines et fruits oléagineux, servant à extraire huiles	16,3	6,5	0,4	18,0	24,3	34,4	49,0
UEMOA	164,0	135,7	83,3	38,6	58,7	52,0	-64,2
CEDEAO	175,9	146,2	97,3	55,4	78,8	42,2	-55,2
IMPORATIONS CAF (milliards de F CFA)	949,5	864,5	873,4	867,6	961,4	10,8	1,2
Produits raffinés du pétrole	318,4	250,0	278,7	284,2	407,1	43,3	27,9
Produits médicaux et pharmaceutiques	42,1	36,7	43,0	33,3	39,3	18,2	- 6,6
Energie électrique	39,4	25,8	30,6	24,7	37,9	53,5	- 3,8
UEMOA	164,6	179,5	176,0	146,9	199,7	35,9	21,3
CEDEAO	208,1	219,0	223,8	212,4	281,4	32,5	35,2
BALANCE COMMERCIALE	- 201,2	- 170,7	- 186,6	- 243,2	- 261,8	- 7,7	- 30,1
Indice Paasche des prix à l'exportation	172,7	170,7	174,0	175,5	179,7	2,4	4,0
Indice de Paasche des prix à l'importation	115,6	114,0	111,8	106,9	113,8	6,5	- 1,5
Indice des termes de l'échange	149,4	149,7	155,6	164,2	157,8	- 3,9	5,6
Indice de gain à l'exportation	114,6	127,0	133,6	152,8	140,2	- 8,3	22,3

Synthèse des statistiques sur le commerce extérieur.

ENQUETES NATIONALE SUR L'EMPLOI AU BURKINA FASO

Pour une analyse approfondie des dynamiques du marché du travail

Le Burkina Faso se prépare à une évaluation approfondie de son marché du travail avec le lancement prochain de l'Enquête nationale sur l'Emploi. Cette enquête à périodicité semestrielle est financée par le Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest (PHASAO).



Cette enquête semestrielle a pour objectif de à suivre les tendances globales de l'emploi et d'analyser



les transitions entre différents statuts d'emploi pour comprendre l'évolution du marché du travail. En outre, elle vise à identifier les facteurs qui influencent les dynamiques du marché du travail et à évaluer l'impact des politiques publiques et des chocs économiques sur l'emploi.

Une attention particulière sera portée à la représentativité

nationale, en mettant l'accent sur les différentes régions et strates socio-économiques du Burkina-Faso. Cela permettra une analyse nuancée des réalités diverses du marché du travail à travers le pays.

La collecte des données se réalisera tous les six mois et se fera à travers des interviews en face à face ainsi que par téléphone afin d'assurer une couverture exhaustive et représentative de la population résidente au Burkina Faso.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche proactive visant à informer les politiques

publiques, à stimuler la croissance économique et à améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs burkinabè. L'enquête nationale sur l'emploi permettra de fournir des données précieuses et pertinentes pour orienter les décisions stratégiques dans le domaine de l'emploi et du développement socio-économique du Burkina Faso.

L'organisation de l'opération bénéficie du soutien des partenaires techniques et financiers ; notamment la Banque Mondiale, AFRISTAT, le Bureau international du travail.

Rodrigue MARE

Ingénieur des travaux statistiques /INSD

Florence ZONGO

Stagiaire/communication

RECENSEMENT GENERAL DES ENTREPRISES

Une base de référence pour la planification économique nationale

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a entrepris de réaliser en 2024 un Recensement général des entreprises (RGE). Cette opération se tient dans un contexte où le Burkina Faso s'est engagé à placer le secteur privé au cœur de son développement économique. Cette orientation gouvernementale s'est traduite par la mise en œuvre de réformes institutionnelles et juridiques significatives, telles que la création de la Maison de l'entreprise du Burkina Faso (MEBF) et de l'Agence burkinabè des investissements (ABI). Des pôles de croissance et l'institution d'initiatives favorisant le dialogue entre l'Etat et le secteur privé comme le Cadre d'orientation du dialogue Etat-Secteur Privé (CODESP) ont aussi été établis. Toutefois, pour piloter efficacement ces politiques, des données factuelles, actualisées et exhaustives sont nécessaires, d'où l'intérêt porté au Recensement général des entreprises (RGE).



recrutement et la formation du personnel de collecte et le dénombrement des unités économiques sur le terrain. L'opération de dénombrement consistera à repérer toutes les unités économiques entrant dans le champ du RGE et à leur administrer le questionnaire.

Le RGE de 2024 n'est pas le premier recensement des entreprises que l'INSD réalise. Pour rappel, c'est en 1986 que l'INSD a réalisé son premier recensement des entreprises sous l'appellation de « Recensement industriel et commercial (RIC) » dont l'objectif était de

constituer une base de données fiable sur les entreprises afin de répondre d'une part aux besoins internes et d'autre part, aux différentes sollicitations externes. Le premier RIC a permis la mise en place d'un répertoire statistique des entreprises (RSE) que les éditions suivantes (1988, 1990, 1993, 1998, 2009 et 2016) ont actualisé au fil des années. Le répertoire des entreprises a toujours été la base de sondage de référence pour le tirage des échantillons d'enquêtes économiques auprès des entreprises. Les données collectées du RIC avec les Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF), contribuent à l'élaboration des comptes nationaux des sociétés et quasi-sociétés.

Le RGE 2024 fait suite au 7ème Recensement industriel et commercial (RIC VII) réalisé en 2016 et vise à renforcer le suivi régulier de la dynamique des entreprises. Il permettra de constituer une base de données actualisée des entreprises afin d'avoir une meilleure compréhension de la démographie et de la dynamique des entreprises. Les données collectées serviront à actualiser le RSE et à l'élaboration des comptes des sociétés et quasi-sociétés.

Le RGE est financé par la Banque mondiale à travers le Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest (PHASAO), démontrant ainsi l'engagement des partenaires internationaux à soutenir le renforcement des capacités statistiques et économiques dans la région.

Abdoul-Aziz OUEDRAOGO
Ingénieur Statisticien Economiste/INSD

Le RGE couvrira l'ensemble du territoire du pays. Les données collectées seront plus exhaustives et conformes aux normes internationales en matière des statistiques d'entreprises. Elles permettront de calculer certains indicateurs des Objectifs de Développement Durable (ODD), du Référentiel National de Développement (RND), et faciliteront certainement une évaluation plus efficace des plans et programmes de développement du Gouvernement. Ces données pourront, de façon générale, répondre aux besoins des utilisateurs tels que les partenaires techniques et financiers, les opérateurs économiques, les chercheurs, etc.

Le RGE permettra de collecter des données détaillées sur les entreprises installées sur le territoire national, portant sur la taille, le secteur d'activité, la localisation géographique, la structure de propriété, ainsi que des données économiques clés comme le capital, le chiffre d'affaires et l'emploi.

La mise en œuvre du RGE au Burkina Faso implique plusieurs étapes clés. Après les activités préparatoires qui ont permis de disposer du document de projet, servant de base pour la planification, la programmation et la mobilisation des ressources nécessaires, des outils de collecte et de la stratégie de communication ont été élaborés. Un recensement pilote a ensuite été réalisé pour tester le dispositif mis en place et les outils de collecte, corriger leurs insuffisances et de les valider.

Les prochaines étapes concernent le lancement officiel de l'opération, la sensibilisation des acteurs économiques, le

COLLECTE DE DONNÉES STATISTIQUES

L'enquête par Téléphone comme alternative au défi sécuritaire

Le contexte sécuritaire au Burkina Faso affecte la collecte des données statistiques. L'utilisation du téléphone pour les enquêtes statistiques se présente comme une alternative viable face à l'inaccessibilité de certaines localités à défis sécuritaires. En effet, les infrastructures téléphoniques, qui se sont développées ces dernières années, offrent des solutions pour une collecte de données plus aisée dans un tel contexte avec de nombreux autres avantages.



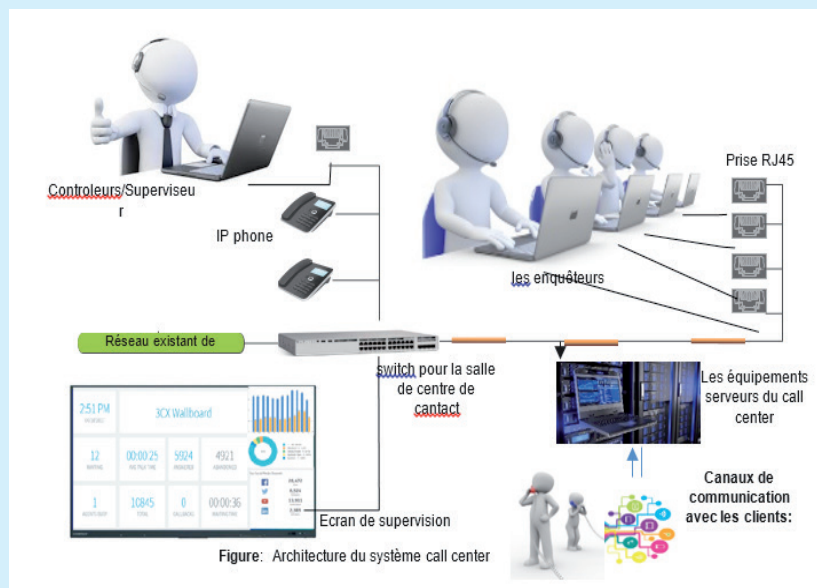
par téléphone au sein de l'INSD marque une avancée significative dans la modernisation des pratiques de collecte de données. Aussi, dans un contexte d'insécurité, les enquêtes par téléphone permettent de collecter des données de manière plus sûre et efficace, en réduisant les risques pour les enquêteurs et en facilitant l'accès à des informations provenant de zones difficilement accessibles.

Le centre d'appel améliorera l'efficacité et l'efficience des agents de l'INSD dans l'accomplissement de leur mission car il intègre en plus du gestionnaire d'appel (cœur de la solution), une plateforme

Dans l'optique de faciliter la collecte et le traitement des données dans les zones à défis sécuritaires, l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD)

de gestion centralisée destinée à la prise en charge et à la gestion des appels et des enquêtes. Trois langues à savoir le Français, le Dioula, le Mooré seront intégrées au système pour les échanges avec les répondants.

La sécurité des données est assurée par l'implémentation des outils de chiffrement. Par ailleurs, les solutions de collectes de données existantes tels que survey solution, phoenix, CSPRO seront associées à la solution du centre d'appel. A cet effet des équipements de pointe tels que des serveurs, des ordinateurs, des switches, des pare-feu, ainsi que des solutions informatiques adaptées ont été acquis. Une salle dédiée avec un accès sécurisé est en cours d'aménagement.



a entrepris de se doter d'un centre d'appel moderne. La création de ce centre d'appel pour les enquêtes

Martine FYATO
Ingénieure des travaux informatiques/INSD
Fatogoma HEBIE

Types de données collectées

Les centres d'appels seront utilisés pour collecter plusieurs types de données, notamment des :

- Données démographiques : Âge, sexe, lieu de résidence, langue, des prix des denrées, etc.
- Données de contact : Numéros de téléphone, adresses e-mail, etc.
- Données d'interaction : Informations sur les appels, comme la durée, le motif de l'appel, les problèmes rencontrés, les solutions apportées, etc.
- Données comportementales : Fréquence des appels, habitudes de contact, etc.
- Données de satisfaction : Retours des clients, notes de satisfaction, commentaires, etc.

Avantages de la collecte de données par téléphone

La collecte de données par téléphone présente plusieurs avantages :

- Rapidité : Les enquêtes téléphoniques peuvent être réalisées plus rapidement que les enquêtes en présentiel ;
- Coût-réduit : Cette méthode élimine le besoin de déplacements et de personnel sur le terrain ;
- Accessibilité : Les enquêtes par téléphone peuvent atteindre des régions éloignées où les déplacements sont difficiles ;
- Flexibilité : Les enquêtes peuvent être menées à des heures qui conviennent aux répondants ou les enquêteurs peuvent travailler à distance, ce qui réduit les risques d'insécurité ;
- Réduction des risques : Les enquêtes par téléphone permettent d'éviter des déplacements dans des zones à risque ou à fort défis sécuritaire.

Défis de la collecte de données par téléphone au Burkina Faso

Malgré ses avantages, la collecte de données par téléphone au Burkina Faso présente des défis :

- Accès inégal : Certaines zones rurales ont un accès limité aux services de télécommunications ;
- Biais de sélection : Les personnes sans téléphone ou avec une mauvaise connexion peuvent être exclues des enquêtes ;
- Confidentialité et sécurité des données : Assurer la confidentialité des répondants et la sécurité des données recueillies est crucial ;
- Conformité réglementaire : Il est important de respecter les dispositions légales ou réglementaires (réglementations) locales sur la protection des données.

SECTEUR INFORMEL AU BURKINA FASO

23% des travailleurs sont sous-employés

Au Burkina Faso, le sous-emploi est une réalité, notamment dans le secteur informel qui occupe pourtant 80% de la main d'œuvre du pays. Selon le rapport thématique sur l'« inadéquation entre le chômage et la structure informelle de l'économie burkinabè », réalisé en 2023 par l'INSD, de nombreux travailleurs de ce secteur sont employés à temps partiel ou ne sont pas utilisés de manière optimale, ce qui entraîne une sous-utilisation de leurs compétences et de leurs potentiels productifs. La prévalence du sous-emploi liée à la durée du travail touche environ 23,16% des travailleurs et affecte différemment le sexe, les milieux de résidence et les caractéristiques de l'emploi. Il est ressorti que les femmes sont les plus exposées au sous-emploi avec un taux de 30,7% contre 16,9% chez les hommes.



ceux qui n'ont jamais été à l'école. Ce risque est de 1,70 fois pour ceux du niveau supérieur, indiquant ainsi l'inadéquation entre la formation et les besoins de l'économie. Les ouvriers qualifiés, semi-qualifiés, les manœuvres et les apprentis ou les stagiaires payés ont moins de risque (0,7 fois) d'être en situation de sous-

« Être une femme, augmente de 2,16 fois le risque de se retrouver en sous-emploi comparativement aux hommes », indique le rapport thématique sur « Inadéquation entre le chômage et la structure informelle de l'économie burkinabè ». Cette disparité s'explique par certaines pesanteurs socioéconomiques, notamment la vulnérabilité des femmes en matière d'accès à l'information sur le marché du travail, ainsi que les types d'activités qu'elles occupent. Aussi, travailler dans le secteur informel entraîne-t-il une sous-utilisation de ses compétences et de ses potentiels productifs.

Le niveau de sous-emploi est de 23,32% dans le secteur informel et de 16,52% dans celui du formel. Par ailleurs, le sous-emploi est plus prononcé en milieu rural, 27,34%, qu'en milieu urbain ; 20,65%. Pour le premier, les actifs occupés ont 1,46 fois plus de risque de se retrouver en situation de sous-emploi. Cette disparité peut s'expliquer par le caractère saisonnier des activités agricoles qui occupent la majorité des actifs en milieu rural. En revanche, en milieu urbain, l'activité est dominée par des activités de transformations, de services et de commerces qui sont plus permanentes.

Un autre indicateur de sous-emploi est le niveau d'instruction lié à la qualité même de l'emploi. Les actifs occupés ayant un niveau secondaire ont 1,36 fois plus de risque d'être en situation de sous-emploi par rapport à

emploi par rapport aux cadres supérieurs. Cette situation pourrait s'expliquer par la charge de travail élevée de cette catégorie de travailleurs, très souvent enclin à occuper des emplois non décents par rapport aux cadres supérieurs.

Les spécialistes ont alerté sur l'urgence de mener des interventions stratégiques afin d'améliorer la situation des travailleurs sur le marché de l'emploi. En effet, le sous-emploi limite la production nationale et engendre de faibles revenus et des conditions de travail moins stables et moins productives pour les employés. Il est donc proposé de sensibiliser et de former les femmes sur les canaux d'accès à l'information sur le marché du travail, de développer davantage les activités de contre - saison en milieu rural, de poursuivre les actions de communication sur les mesures incitatives à la formalisation des unités du secteur informel et d'adapter les curricula de formation (général, technique et professionnel) aux besoins du marché de l'emploi.

Wilfried Beb-Zinda ZONGO
Ingénieur Statisticien Economiste/INSD

INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Le taux d'inflation moyen annuel observé en 2023 connaît une baisse par rapport à l'année 2022

Le panier de la ménagère désigne l'ensemble des biens et services couramment consommés par le citoyen résident dans une localité donnée. En effet, les différents produits du panier ont été obtenus par une enquête réalisée auprès des ménages.



LE PANIER DE LA MENAGERE

Le panier comporte 722 variétés suivies dans 2137 points d'observation. Ces produits ont été classés en variétés hétérogènes (produits durables) et homogènes (produits périssables ou non). Les variétés dites hétérogènes présentent une ou plusieurs caractéristiques variables ayant une influence sur les prix de vente. Les biens et services de type hétérogène diffèrent sensiblement ou sont très disparates. Par exemple, le sachet de spaghetti suivi dans les boutiques et alimentations. Quant aux variétés homogènes, une certaine variabilité est observée selon la quantité et le prix du produit acheté dans les différents marchés. Le calcul d'un prix moyen pour la variété homogène a un sens. Une variété homogène ne présente pas de caractéristique variable ayant une influence sur les prix.

ÉVOLUTION DE L'IHPC DE 2023

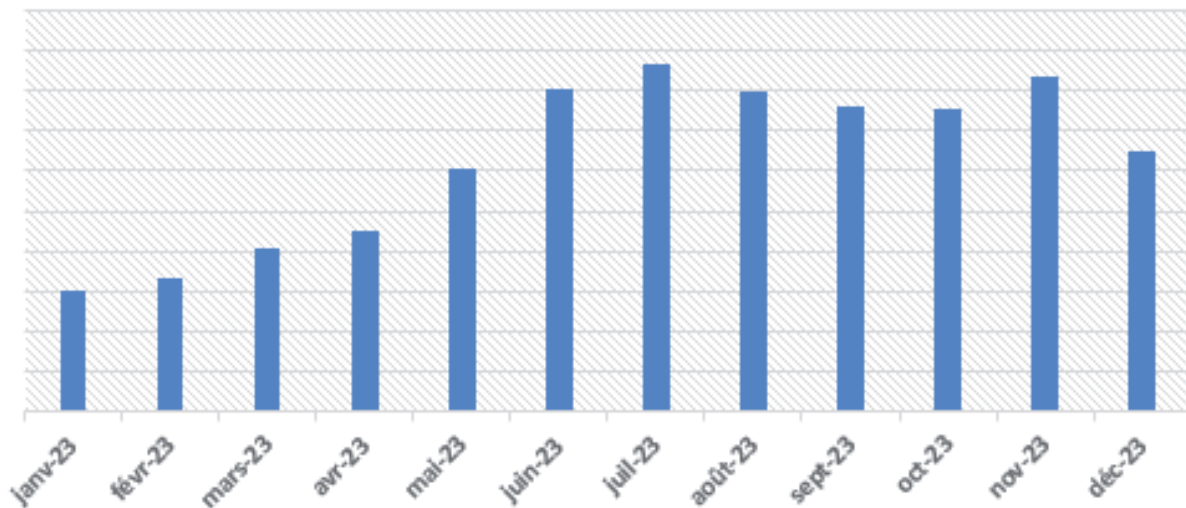
Le panier de la ménagère est bien particulier car il sert principalement à calculer l'indice harmonisé des prix à la

consommation (IHPC). C'est un instrument de mesure de l'inflation. Il est utilisé pour estimer la variation du niveau général des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes.

Ainsi, le calcul de l'IHPC permet de suivre mois par mois, l'inflation. Il est aussi utilisé dans certains cas, comme déflateur de nombreux agrégats macroéconomiques.

Dans le domaine socio-économique, l'IHPC permet d'indexer le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) et enfin pour des raisons de comparaison, les indices des prix font l'objet d'une harmonisation sous l'égide de l'UEMOA.

L'évolution mensuelle de l'IHPC comporte en effet deux parties. Une première partie indiquant une variation évolutive avec un accroissement moyen de 4,7 %, observée entre janvier à juillet et une seconde partie avec une évolution de l'indice en dent de scie de juillet à



Graphique : Évolution de l’IHPC mensuel de 2023

décembre. Ainsi, l’indice le plus faible qui est de 121,0 % est observé en janvier 2023 tandis que celui le plus élevé qui s’établit à 126,7 % est observé en juillet.

Cette situation montre que le mois de janvier est le mois où le coût du panier de la ménagère est relativement moins élevé. Cela du fait de la disponibilité de certains produits comme les produits périssables sur le marché. Le mois où les dépenses du panier est très élevé, cela

représentait le mois de soudure observé en juillet. Cet état de fait qui coïncide avec le démarrage de la saison pluvieuse pourrait être expliqué par l’absence de certains produits frais d’une part et d’autre part par l’insuffisance des stocks céréaliers des ménages.



L'INFLATION MENSUELLE AU BURKINA

L'inflation mensuelle se caractérise par l'évolution entre l'indice du mois en cours et celui du mois précédent. L'analyse comparative des inflations mensuelles observées en 2022 et en 2023, montre une allure des courbes de tendances similaires avec un écart considérable observé au mois de mars. Ainsi, le pic de l'inflation mensuelle qui représente le mois où les prix globaux ont flambé, se situe à 1,58 % en 2023 au mois de juin contre 3,72 % observé en mars 2022. C'est la période de soudure. Par contre les mois de janvier 2023 avec -1,82 % et de décembre 2022 avec -2% d'inflation mensuelle constituent les périodes où les produits du panier de la ménagère ont connu leurs plus bas prix. Cette situation est d'autant plus logique qu'elle révèle que c'est durant ces périodes que les stocks des produits surtout céréaliers sont abondants d'une part et que d'autre part, on assiste à une arrivée massive des produits frais dans les habitudes de consommation des ménages.

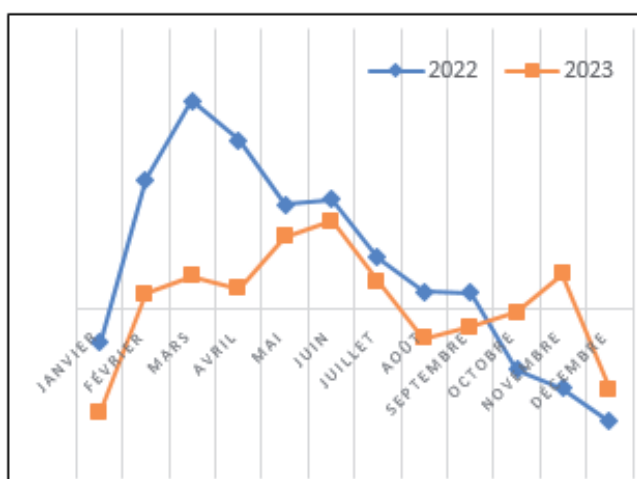
Pour ce qui est de l'inflation, en glissement annuel de 2022 et 2023, le graphique nous renseigne des courbes de tendances opposées. En effet la courbe de 2022 à une allure concave avec un point maximum d'inflation en

glissement annuel observé en juillet (18,23 %) en tandis que celle de 2023 est convexe avec un minimum de -2,56 % observé en septembre.

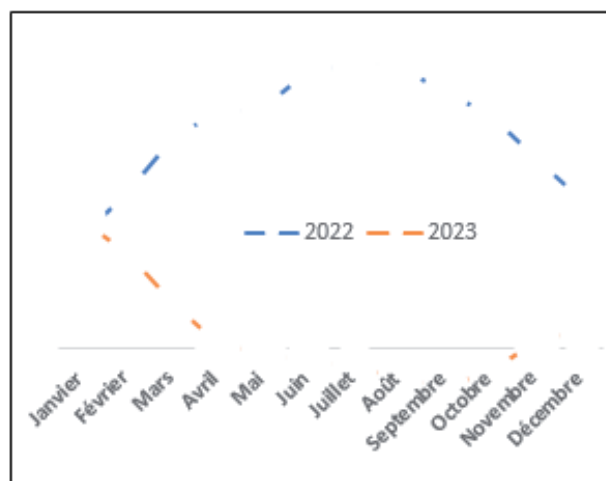
L'analyse globale de l'inflation au Burkina Faso indique que le taux d'inflation moyen annuel observé en 2023 qui se situe à 0,74% connaît une baisse considérable par rapport à celui observé en 2022 qui était de 14,1%.

Cette situation pourrait en effet être expliquée par la maîtrise des impacts de la crise Russo-ukrainienne, l'amélioration de la situation sécuritaire, les fortes mesures prises par les autorités sur l'interdiction de l'exportation de certains produits alimentaires et l'amélioration des relations extérieures avec la diversification des nouveaux partenariats.

Adama KOURAOGO
Statisticien/INSD



Graphique : Évolution comparative des inflations mensuelles de 2022 et 2023



Graphique : Évolution des inflations en glissement annuel de 2022 et 2023



« NOUS AVONS PU TRAVAILLER SUR LES PROPOSITIONS DE LOI ET QUI ONT ABOUTI À L'ADOPTION DE LA NOUVELLE LOI STATISTIQUE EN 2021 NOMMÉE LOI 036. »

Boureima OUEDRAOGO, DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'Institut national de la statistique et de la Démographie (INSD) est l'organe officiel en matière de statistique au Burkina Faso, chargé notamment de produire des statistiques officielles, d'assurer la diffusion des statistiques également d'assurer la coordination et le renforcement des capacités au niveau du Système statistique national. C'est un établissement public à caractère administratif depuis 2003, mais il existe en tant qu'Institut national de la statistique depuis 1958. Dans cet entretien, le Directeur général, Boureima OUEDRAOGO, nous décline les missions de l'INSD, des résultats et des réformes entreprises par l'Institut.



Les statistiques sont des mesures qui permettent de comprendre un certains nombres de phénomènes, d'avoir une mesure chiffrée de ces phénomènes et de comprendre leur évolution surtout pour des prises de décision. A travers ces statistiques, nous produisons essentiellement des indicateurs qui permettent de comprendre le niveau des phénomènes que nous suivons et la manière dont ces phénomènes se comportent. Par exemple quand on dit la pauvreté, il faut des informations chiffrées pour comprendre que est le niveau de la pauvreté au Burkina, quelle est son étendue et quelle est sa répartition sur le territoire national. Les statistiques permettent donc de mesurer ces phénomènes et d'avoir

Présentez-nous de façon succincte les missions de l'INSD ?

Les missions de l'INSD comme je l'ai dit tantôt sont de produire et de diffuser les statistiques pour les besoins de prises de décisions. Dans ce sens, l'institut réalise un certains nombres d'activités qui sont connues comme les recensements généraux de la population, les enquêtes auprès des ménages et aussi des enquêtes auprès des entreprises. De ces activités, l'institut publie un certains nombres de rapports statistiques qui sont des produits mensuels ou semestriels, et parfois annuels. Nous avons quelques publications assez bien connues qui sont les publications sur l'inflation appelée l'indice harmonisé des prix à la consommation.

Nous avons aussi la publication sur la comptabilité nationale notamment l'évolution du Produit intérieur Brut au niveau national, mais aussi des statistiques sur la pauvreté et sur la démographie à travers les enquêtes démographiques ou les recensements généraux de la population.

Qu'attend-t-on par statistiques ?

une bonne compréhension à travers ces chiffres.

Pour le commun des mortels, l'INSD est là pour compter les populations. Qu'en dites vous ?

Compter les populations fait partie de nos missions parce que nous avons le RGP qui est une opération de très grande envergure et aussi très médiatisé. C'est ce qui fait que l'INSD est beaucoup connu à travers cette opération décennale c'est-à-dire qui est réalisée normalement chaque 10 an. Au-delà du recensement nous avons les enquêtes qui sont des recensements en miniatures visant à toucher toute la population, tous les individus. Du fait que ces recensements ne peuvent pas être organisés de façon continue, nous faisons des enquêtes par sondage qui touchent une partie de la population et qui permet d'avoir cependant des informations que l'on peut extrapoler sur toute la population. Ce sont donc des opérations organisées régulièrement sur les entreprises, les populations, les ménages etc. Nous avons aussi d'autres opérations de collectes de données qui se font aux niveaux des

administrations pour exploiter des informations qui sont déjà produites à ce niveau. Donc l'INSD, au-delà de ses recensements, fait beaucoup d'autres choses en termes de production statistique.

Quels sont les principaux résultats atteints ses dernières années par l'INSD ?

Nous pouvons noter comme résultat : le RGPH qui a été réalisé en 2019 et qui a permis d'actualiser bon nombre d'indicateurs de base qui permettent non seulement de mesurer l'évolution des phénomènes démographiques et sociaux mais aussi des informations qui servent de base pour le calcul d'autres indicateurs car la plupart des indicateurs statistiques sont rapportés à la population.

Le recensement permet de renouveler ces bases d'information et qui permettent d'avoir une base de sondage. C'est la liste de l'ensemble des populations, des ménages qui permet de pouvoir faire des tirages pour mener des enquêtes. Au-delà de ce recensement, en 2021 nous avons fait l'enquête démographique et de santé qui permet à la suite du recensement, d'actualiser un certain nombre d'indicateurs sociaux démographiques. Nous avons aussi réalisé récemment l'enquête sur l'emploi et le secteur informel qui permettra la mise en place d'un système d'enquête continue pour pouvoir produire des statistiques trimestrielles sur l'emploi. Vous savez que l'emploi aujourd'hui est très important. En sus, nous avons à l'INSD, pu mettre à jour la base de la comptabilité nationale qui permet de produire le Produit intérieur brut à travers le nouveau système de comptabilité nationale établi depuis 2008 et qui donne une référence actualisée pour la production de ces comptes nationaux. Nous avons aussi des publications courantes comme l'annuaire statistique, les comptes nationaux annuels, les tableaux de bord et bien d'autres publications sont réalisées. Cependant l'INSD, à travers son rôle de secrétariat technique du Système statistique national, a pu actualiser le Schéma directeur national 2021- 2025 qui est en cours. Egalement, nous avons pu travailler sur les propositions de loi et qui ont abouti à l'adoption de la nouvelle loi statistique en 2021 nommée loi 036. Actuellement, nous sommes en train de travailler pour l'élaboration des textes d'application de cette loi. Il y a un certain nombre de résultats assez importants qui sont réalisés ces dernières années à l'INSD et bien sûr, sur l'ensemble du Système statistique national.

Quel ont été les différentes réformes opérées pour atteindre ces différents résultats ?

Il y a eu plusieurs réformes comme je le disais. Au départ ,c'était un simple bureau statistique. Il est devenu par la suite un service de la statistique et plus tard une direction de la statistique et de la mécanographie qui s'occupait à la fois des productions statistiques mais également du traitement salarial au niveau national. C'est donc en 1974 qu'il est devenu l'Institut National de la Statistique

et de la Démographie. En 2003, l'INSD est devenu un établissement public de l'État à caractère administratif et depuis lors, l'INSD à évolué sur un certain nombre d'éléments dans ses textes, et aujourd'hui l'INSD est organisé à travers sa direction générale et ses directions régionales. Il y a eu des réformes qui ont permis à l'INSD d'arriver à ce niveau-là.

Quelle est l'importance des statistiques dans un pays comme le Burkina Faso ?

Vous savez, les États sont devenus très complexes, cela veut dire que la gestion des États demande de disposer suffisamment d'information statistiques comme je le dis qui permettent d'éclairer la prise de décision et des responsables qui sont donc chargés de la mise en œuvre des politiques de développement au niveau national. Si vous voulez par exemple mettre en place des écoles, il faut savoir où sont situées les populations et où se trouve le besoin le plus important et l'impact de la mise en place de ces écoles, de ces infrastructures peut être le plus important. Cela nécessite donc de connaître la population, sa répartition, sa composition par âge, d'où la nécessité de réaliser les statistiques. Je prends aussi le cas des centres de santé. Si vous voulez construire un centre de santé, il faut connaître quels sont les besoins des populations mais au fur et à mesure que ces centres fonctionnent, il faut les adapter. Il faut collecter les informations par exemple pour savoir quels sont les besoins, comment les gens exploitent-ils les différents services. Les statistiques aujourd'hui sont fondamentales voire indispensables dans la gestion d'un État moderne. Au-delà des responsables et des gouvernants, le citoyen a besoins d'information stratégique à savoir quels sont les projets et progrès réalisés, quelle est l'évolution de son pays par rapport à d'autres pays et de sa région comparé à d'autres régions. Tout le monde a donc besoin de cette information pour pouvoir apprécier les performances politiques qui sont mise en place ; ou pour savoir quelle est la situation de son pays, de son village, etc.

Retranscription

Aude Flore TONE

Florence ZONGO

Stagiaires en communication

RGGE

**RECENSEMENT GENERAL
DES ENTREPRISES**

Bientôt...

